

La Presse, Ottawa, mardi 12 décembre 2006

Kanesatake: une quinzaine d'armes ont disparu

Hugo de Grandpré

La Presse
Ottawa

Des armes achetées par l'ancien service de police de Kanésatake avec des fonds fournis par le gouvernement fédéral ont disparu. C'est ce que confirme un rapport d'une firme indépendante, que La Presse a pu consulter.

Ces armes, deux fusils d'assaut Beretta, sept pistolets Glock et six fusils à décharge électrique Taser, entre autres, devaient être entreposées chez un armurier de Drummondville. Or, entre la date de leur achat, vers 2003, et aujourd'hui, une quinzaine d'entre elles se seraient volatilisées.

C'est ce que constate Jean-Pierre Godbout, de la firme Samson & Associés, que le ministre fédéral de la Sécurité publique, Stockwell Day, a chargé d'enquêter sur des allégations de mauvaise gestion et de dilapidation des fonds publics par l'administration libérale.



Selon des documents que La Presse a obtenus grâce à la Loi sur l'accès à l'information, le gouvernement fédéral a versé plus de 60 000 \$ pour l'achat de ce matériel. Le rapport confirme cette information.

Silencieux, bombes lacrymogènes, armes destinées aux tireurs d'élite Il ressort de tous ces documents que l'escouade de 67 personnes mise sur pied par l'ancien grand chef James Gabriel en 2003 se préparait à une véritable invasion terrestre pour ramener la paix et l'ordre dans la réserve, avec la bénédiction des deux ordres de gouvernement.

Or, M. Godbout souligne que plus de la moitié des policiers censés manipuler ces armes n'avaient pas été formés pour cela.

Des courriels échangés entre des fonctionnaires fédéraux du ministère de la Sécurité publique, et remis à La Presse, démontrent que ceux-ci étaient au courant de la situation depuis décembre 2005 au moins. «En aucun cas, un corps de police communautaire comme celui-ci n'aurait dû être en possession de certaines de ces armes», a écrit un collaborateur du Ministère à une haute fonctionnaire, Chantal Bernier.

L'équipement est aujourd'hui sous la supervision de Clarence Simon, un conseiller du grand chef Steven Bonspille. Celui-ci porte le titre de «détenteur du portefeuille des armes» pour le territoire autochtone.

Hier, il a vertement critiqué les conclusions de la firme de consultants en gestion, les qualifiant de «tendancieuses». M. Simon affirme que toutes les armes ont été retrouvées et qu'elles seront entreposées en lieu sûr jusqu'à ce que l'on puisse reformer un corps policier sur le territoire.

Mauvaise gestion

La Police mohawk de Kanésatake (PMK) a été démantelée en 2004, à la suite de perturbations dans le village autochtone.

À la fin de l'année 2003, les gouvernements provincial et fédéral avaient subventionné une opération policière de l'ancien chef James Gabriel, qui souhaitait reprendre le pouvoir au village, tombé selon lui sous la coupe de bandes criminelles.

Sa tentative, en janvier 2004, a échoué lorsque le groupe a été pris en otage et que la maison de M. Gabriel a été incendiée.

En octobre dernier, Radio-Canada a révélé que les gouvernements fédéral et provincial avaient investi 34 millions de dollars depuis deux ans et demi dans la sécurité de la communauté mohawk voisine d'Oka. Cinq millions et demi auraient été directement injectés dans l'opération policière, dont 900 000 \$ provenant de la Sécurité publique du Canada.

En plus de signaler la disparition d'armes de gros calibre, le rapport de la firme Samson & Associés dénonce la gestion financière du projet et accuse des hauts fonctionnaires d'avoir approuvé certaines dépenses sans garanties suffisantes de succès. Un rapport produit en décembre 2003 par la Sûreté du Québec faisait une mise en garde contre une intervention policière mal préparée et vouée à l'échec, toujours selon Radio-Canada.

Autres éléments d'intérêt soulignés dans le rapport : les policiers de Kanesatake étaient parmi les policiers les mieux payés au Canada. Le chef recevait plus de 200 000 \$ non imposables pour un an de travail. De même, certaines armes auraient été directement achetées par la GRC ou la firme comptable Pricewaterhouse Coopers, tutrice du conseil de bande à partir de mai 2003.

Un dossier épineux

À Québec, Montréal et Ottawa, personne parmi les corps policiers ou les ministères ne semble vouloir prendre la paternité du dossier, qu'on se renvoie sans cesse.

La SQ affirme que la question des armes n'est pas de son ressort puisqu'il n'y a eu aucune plainte. Pourtant, c'est la police provinciale qui est maintenant responsable du territoire autochtone.

Même réponse à la GRC, qui renvoie la balle à la SQ. Par ailleurs, d'après une source policière, le Service de police de la Ville de Montréal aurait enquêté et découvert l'ensemble des armes, ce que le porte-parole Laurent Gingras refuse de confirmer. Lui-même s'en remet au ministère de la Sécurité publique.

Au Ministère, tant au provincial qu'au fédéral, on refuse de faire des commentaires, au motif que le rapport n'est pas terminé. Le document, en effet, a été remis à plusieurs intervenants pour commentaires et ne devrait être rendu officiellement public qu'en janvier.

Steven Bonspille, l'actuel grand chef de la communauté de Kanesatake, réclame une enquête de la GRC. «C'est une question de sécurité publique, dit-il. Tous ces incidents regrettables et dangereux se produisent et on jurerait que personne ne s'en soucie.»

Avec Malorie Beauchemin